

Coalition sur l'assurance-emploi

NON au hold-up du ministre Paul Martin

par Jacqueline de Bruycker



L'intention du ministre des Finances, Paul Martin, d'amender la loi pour légaliser sa mainmise sur la caisse d'assurance-emploi et en détourner les surplus accumulés de 20 milliards \$ a soulevé un tollé de protestations parmi la population et entraîné la mise sur pied d'une vaste Coalition regroupant une quinzaine d'organismes.

La Centrale des syndicats démocratiques (CSD) a joint les rangs de la Coalition, rigoureusement opposée à ce que le gouvernement fédéral utilise ces surplus à d'autres fins que le soutien aux personnes sans emploi, qu'il s'agisse de baisser les impôts des contribuables, de réduire la dette publique ou de financer des programmes.

Établissement d'un système fondé sur les heures travaillées, réduction du montant et de la durée des prestations, resserrement des critères d'admissibilité, les travailleurs ont fait les frais de la réforme de l'assurance-emploi. En modifiant aussi radicalement les règles de jeu, c'est à un « vol organisé » qu'Ottawa s'est livré sans vergogne.

Les chiffres ne mentent pas. Les demandes de prestations ont baissé de façon dramatique tout particulièrement chez les jeunes et chez les femmes. Dans une société où le développement du marché de l'emploi est marqué par la précarité, de plus en plus de travailleurs se retrouvent privés d'un minimum de protection sociale et de soutien au revenu. Aujourd'hui, moins de quatre personnes sans emploi sur dix reçoivent des prestations, il y a dix ans à peine, ce pourcentage s'établissait à 90 %.

Condamnant le cynisme d'Ottawa et son manque de conscience sociale, la Coalition exige que les surplus accumulés sur le dos des travailleurs soient utilisés à l'amélioration de la couverture du régime d'assurance-emploi et à la création d'une caisse d'assurance-emploi indépendante, autonome, administrée par les organisations représentatives.

La campagne de réclamation lancée le 3 novembre 1998 par la Coalition a donné lieu à plusieurs activités auxquelles ont été invités à participer non

seulement les membres des associations formant la Coalition, mais l'ensemble de la population.

La Coalition a fait signer des avis de réclamation, qui reprenaient la forme de la carte de demande de prestations que doivent remplir les chômeurs. Des séances de signature ont eu lieu dans différents endroits publics, notamment à l'Université du Québec à Montréal, en présence du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui a qualifié le régime « de vache à lait » pour le gouvernement de Jean Chrétien.

Le 5 décembre, la Coalition a organisé à travers tout le Québec une *Journée nationale de réclamation*, au cours de laquelle elle a dévoilé les résultats d'un sondage mené auprès de la population québécoise sur l'utilisation des surplus de la caisse d'assurance-emploi. Les répondants pensent que ces surplus devraient protéger les travailleurs qui y souscrivent dans une proportion de 60 % tandis que 23 % priorisent la baisse des cotisations. Seulement 13 % pensent que les surplus devraient être

utilisés pour réduire la dette du Canada.

La mobilisation s'est ensuite étendue à tout le pays avec la tenue, le 5 février, d'une *Journée d'action pancanadienne* sur l'assurance-emploi, au cours de laquelle des manifestations et des rencontres avec des ministres, des députés fédéraux ont été organisées dans chaque région, l'occasion pour la Coalition de démontrer, chiffres à l'appui, les effets dévastateurs de la réforme de l'assurance-emploi sur l'économie : des pertes financières des plus importantes, mais aussi l'aggravation de plusieurs phénomènes sociaux dont l'exode des jeunes de plusieurs coins du Québec.

Des manifestations ont également pris l'affiche en avril. La Coalition compte poursuivre son action et continuer à faire valoir ses revendications tant que le gouvernement fédéral n'aura pas renoncé à détourner les surplus de la caisse de l'assurance-emploi et à « hold-uper » les travailleurs. ☺